



CHAPITRE 92

Loi concernant la ville de Saint-Eustache
et La commission scolaire de Saint-
Eustache

[Sanctionnée le 11 février 1959]

CHAPTER 92

An Act respecting the town of Saint-
Eustache and The school board of
Saint-Eustache

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Saint-Eustache a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 12 George VI, chapitre 81, modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 111, modifiée par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
s. 26, am.
pour la
ville.

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes modifié, pour la ville, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, est modifié, pour la ville, en remplaçant le dernier alinéa du paragraphe 7°, par le suivant:

Limite.

"Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de deux mille (\$2,000.00) dollars annuellement; cette somme sera distribuée sur résolution du conseil de la ville."

S.R.,
c. 233,
s. 47,
remp.
pour la
ville.

2. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Compo-
sition.

"47. Le conseil municipal est composé d'un maire élu en vertu et sous l'autorité des dispositions de la Loi des

Preamble.

WHEREAS the town of Saint-Eustache has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 12 George VI, chapter 81, amended by the act 14 George VI, chapter 111, and by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, be again amended;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,
c. 233,
s. 26, am.
for town.

1. Section 26 of the Cities and Towns Act, amended, for the town, by section 1 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, is again amended for the town, by replacing the last paragraph of paragraph 7, by the following:

Limit.

"The grants so appropriated shall not exceed the total sum of two thousand (\$2,000.00) dollars annually; such sum shall be distributed by resolution of the town council."

R.S.,
c. 233,
s. 47,
replaced
for town.

2. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

Compo-
sition.

"47. The municipal council shall be composed of a mayor elected by virtue of, and under the provisions of the Cities

cités et villes et de six échevins, dont deux représentant chacun des trois quartiers établis par l'article 8 de la présente loi et élus en la manière prévue en ladite présente loi. Les échevins dans chaque quartier occuperont respectivement les sièges numérotés 1 et 2."

S.R.,
c. 233,
a. 48,
remp.
pour la
ville.

3. L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Maire.

"**48.** A compter des élections de l'année 1960, le maire est élu pour trois ans à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

S.R.,
c. 233,
a. 49,
remp.
pour la
ville.

4. L'article 49 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Échevins.

"**49.** A compter des élections de 1959, les échevins seront élus pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux de leur quartier respectif ayant voté et chacun sera élu pour le siège pour lequel il aura été mis en nomination."

1948,
c. 81, a. 7,
ab.

5. L'article 7 de la loi 12 George VI, chapitre 81, est abrogé.

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
ville.

6. L'article 64 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville, par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Rémuné-
ration.

"**64.** A compter du premier janvier 1959, le conseil pourra décréter, par résolution, que le maire recevra une rémunération annuelle de mille (\$1,000.00) dollars et les échevins une rémunération annuelle de cinq cents (\$500.00) dollars, payables mensuellement. Cette rémunération sera considérée comme frais de représentation."

S.R.,
c. 233,
a. 68a,
aj. pour
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 68, l'article suivant:

Commis-
sion de
l'industrie

"**68a.** Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission de l'industrie et du tourisme, composée de

and Towns Act and of six aldermen, two of whom shall represent each of the three wards established by section 8 of this act and they shall be elected in the manner provided for in the said act. The aldermen for each ward shall occupy respectively the seats numbered 1 and 2."

3. Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 48,
replaced
for town.

"**48.** From and after the elections of the year 1960, the mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted."

Mayor.

4. Section 49 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 49,
replaced
for town.

"**49.** From and after the elections of 1959, the aldermen shall be elected for three years, by the majority of the municipal electors of their respective wards who have voted and each shall be elected for the seat for which he has been nominated."

Aldermen.

5. Section 7 of the act 12 George VI, chapter 81, is repealed.

1948,
c. 81, s. 7,
repealed.

6. Section 64 of the Cities and Towns Act replaced, for the town, by section 2 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

"**64.** From and after the first of January, 1959, the council may order, by resolution, that the mayor shall receive an annual remuneration of one thousand dollars and the aldermen an annual remuneration of five hundred dollars, payable monthly. Such remuneration shall be regarded as representation expenses."

Remune-
ration.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 68, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 68a,
added
for town.

"**68a.** The council is authorized to establish by by-law a tourist and industrial commission composed of not less than

Tourist
and in-
dustrial

et du tourisme.	pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la ville ayant, de l'avis des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie. Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	five members and not more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the town who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof. Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	commission.
Durée, etc.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services sont gratuits. Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés, soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously. The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Duration, etc.
Secré- taire.	Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées. Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil."	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting. Any project involving expenditure of money shall be previously approved by the council."	Secretary.
Division en quar- tiers.	8. A partir du premier jour juridique de janvier 1959, pour des fins électorales municipales et de représentation, la ville est divisée en trois quartiers, savoir: le quartier Sauvé, le quartier Chénier et le quartier Saint-Eustache.	8. From and after the first juridical day of January, 1959, for the purposes of municipal elections and representation, the town shall be divided into three wards, namely: Sauvé ward, Chénier ward and Saint-Eustache ward.	Division into wards.
Quartier Sauvé.	Le quartier Sauvé comprend le territoire suivant:	Sauvé ward shall comprise the following territory:	Sauvé ward.
Territoire.	"Tout le territoire formant ledit quartier et situé au sud de la rivière du Chêne."	"All the territory forming the said ward and situated south of du Chêne river."	Territory.
Quartier Chénier.	Le quartier Chénier comprend le territoire suivant:	Chénier ward shall comprise the following territory:	Chénier ward.
Territoire.	"Tout le territoire formant ledit quartier et comprenant la rue de Bellefeuille, du boulevard Sauvé à la rivière des Mille Iles, toutes les rues situées à l'est de ladite rue de Bellefeuille, la rue Saint-Louis, de la rue de Bellefeuille aux limites est de la ville, le boulevard Sauvé, de la rivière des Mille Iles jusqu'aux limites nord de la ville, et, de plus, tout le territoire situé au nord du boulevard Sauvé."	"All the territory forming the said ward and comprising de Bellefeuille street, from Sauvé boulevard to des Mille Iles river, all the streets situated east of said de Bellefeuille street, Saint-Louis street, from de Bellefeuille street to the eastern limits of the town, Sauvé boulevard, from des Mille Iles river to the northern limits of the town, and, in addition, all the territory situated north of Sauvé boulevard."	Territory.
Quartier Saint- Eustache.	Le quartier Saint-Eustache comprend le territoire suivant:	Saint-Eustache ward shall comprise the following territory:	Saint- Eustache ward.

Territoire.	<p>"Tout le territoire formant ledit quartier et borné au sud par la rivière des Mille Iles, à l'ouest par la rivière du Chêne, à l'est par la rue de Bellefeuille et le boulevard Sauvé, au nord par les limites de la ville."</p>	<p>"All the territory forming the said Territory ward and bounded on the south by des Mille Iles river, on the west by du Chêne river, on the east by de Bellefeuille street and Sauvé boulevard, and on the north by the limits of the town."</p>
Numérotage des sièges.	<p>9. A partir du premier jour juridique de janvier 1959:</p> <p>Le siège actuel numéro 1 devient le siège numéro 1 du quartier Sauvé;</p> <p>Le siège actuel numéro 6 devient le siège numéro 2 du quartier Sauvé;</p> <p>Le siège actuel numéro 3 devient le siège numéro 1 du quartier Chénier;</p> <p>Le siège actuel numéro 4 devient le siège numéro 2 du quartier Chénier;</p> <p>Le siège actuel numéro 2 devient le siège numéro 1 du quartier Saint-Eustache;</p> <p>Le siège actuel numéro 5 devient le siège numéro 2 du quartier Saint-Eustache.</p>	<p>9. From and after the first juridical day of January, 1959:</p> <p>The present seat number 1 becomes seat number 1 of Sauvé ward;</p> <p>The present seat number 6 becomes seat number 2 of Sauvé ward;</p> <p>The present seat number 3 becomes seat number 1 of Chénier ward;</p> <p>The present seat number 4 becomes seat number 2 of Chénier ward;</p> <p>The present seat number 2 becomes seat number 1 of Saint-Eustache ward;</p> <p>The present seat number 5 becomes seat number 2 of Saint-Eustache ward.</p>
S.R., c. 233, a. 173, remp. pour la ville.	<p>10. L'article 173 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville, par l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 81, et remplacé par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:</p>	<p>10. Section 173 of the Cities and Towns Act replaced, for the town, by section 9 of the act 12 George VI, chapter 81, and by section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, is again replaced, for the town, by the following:</p>
Date des élections.	<p>"173. Afin d'établir la rotation, le premier lundi juridique de novembre 1960 et, par la suite, tous les trois ans, une élection aura lieu pour le maire et dans chacun des quartiers de la municipalité, pour l'élection d'un échevin au siège numéro 1.</p>	<p>"173. In order to establish rotation, on the first juridical Monday of November, 1960 and every three years thereafter, an election shall be held for the mayor and in each of the wards of the municipality, for the election of an alderman for seat number 1.</p>
Rotation.	<p>Le maire et les échevins représentant actuellement chacun des quartiers au siège numéro 1 ou leurs remplaçants, en cas de vacance, resteront en fonction jusqu'à cette élection de 1960;</p>	<p>The mayor and the aldermen presently representing seat number 1 in each of the wards, or their successors in case of vacancy, shall remain in office until such election of 1960.</p>
Idem.	<p>Le premier lundi juridique de novembre 1959 et, par la suite, tous les trois ans, une élection aura lieu dans chacun des quartiers de la municipalité, pour l'élection d'un échevin au siège numéro 2."</p>	<p>On the first juridical Monday of November, 1959 and, every three years thereafter, an election shall be held in each of the wards of the municipality, for the election of an alderman for seat number 2."</p>
Abrogation.	<p>11. Les articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15 de la loi 12 George VI, chapitre 81, sont abrogés et les articles 175, 179, 181, 210, 220 et 240 de la Loi des cités et villes s'appliquent à la ville de Saint-Eustache.</p>	<p>11. Sections 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the act 12 George VI, chapter 81, are repealed and sections 175, 179, 181, 210, 220 and 240 of the Cities and Towns Act shall apply to the town of Saint-Eustache.</p>

S.R.
c. 233,
a. 526b,
aj. pour
la ville.

12. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 526a, l'article suivant:

Taxe
de vente
autorisée.

"526b. La ville de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, peut, par règlement, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats
hors du
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville de Saint-Eustache, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite ville de Saint-Eustache, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite ville de Saint-Eustache, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la ville de Saint-Eustache.

Imposi-
tion et
percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville de Saint-Eustache, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville de Saint-Eustache concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles

12. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after section 526a, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 526b,
added
for town.

"526b. The town of Saint-Eustache, in the county of Deux-Montagnes, may, by by-law impose and levy a special tax not exceeding two per cent of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Sales
tax au-
thorized.

Every person ordinarily residing within the territory of the town of Saint-Eustache, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the town of Saint-Eustache, shall immediately report the matter to the treasurer of the said town of Saint-Eustache, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which he may require and shall moreover pay to the said town, on the purchase price, the same tax or the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the town of Saint-Eustache.

Purchases
outside
territory.

The said tax shall be imposed and collected within the territory of the town of Saint-Eustache, at the same time, in the same manner, on the same conditions, with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Imposi-
tion and
collection.

The town is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the town of Saint-Eustache concerning the collection of the sales tax and the same legal proceedings for infringement of this act as

Rights
trans-
ferred.

prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu, Statuts refondus, 1941, chapitre 73, telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19."

are specified in section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by the act 14 George VI, chapter 19."

Taxe
d'éduca-
tion auto-
risée.

13. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, peuvent, par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats
hors du
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire régi par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Eustache, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite commission scolaire de Saint-Eustache, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de La commission scolaire de Saint-Eustache, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger et, en outre, doit payer à ladite commission scolaire, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans le territoire de ladite commission scolaire de Saint-Eustache.

Imposi-
tion et
percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire régi par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Eustache, en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

Ladite commission scolaire de Saint-Eustache est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Education
tax au-
thorized.

13. The school commissioners for the municipality of Saint-Eustache, in the county of Deux-Montagnes, may, by resolution, impose and levy a special tax not exceeding two per cent of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Purchases
outside
territory.

Every person ordinarily residing in the territory governed by The school commissioners for the municipality of Saint-Eustache, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said school board of Saint-Eustache, shall immediately report the matter to the secretary-treasurer of The school board of Saint-Eustache, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the secretary-treasurer may require, and shall moreover pay to the said school board, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the territory of the said school board of Saint-Eustache.

Imposi-
tion and
collection.

The said tax shall be imposed and collected, in the territory governed by The school commissioners for the municipality of Saint-Eustache, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Agree-
ments.

The said school board of Saint-Eustache is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province de Québec à exercer tous les droits des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Eustache concernant la perception de la taxe d'éducation et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la Loi du contrôle du revenu, Statuts refondus, 1941, chapitre 73, telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Distribu-
tion et
partage.

Cet impôt doit être distribué et partagé de façon que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Eustache et les commissions scolaires ou bureaux de syndicats protestants des territoires assujettis à cet impôt reçoivent respectivement une proportion basée sur le nombre d'enfants de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires ci-dessus mentionnées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique.

Décision
du surin-
tendant.

A défaut d'entente entre les parties pour établir cette proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique à ce sujet est définitive.

S.R.,
c. 233,
a. 585*a*,
am. pour
la ville.

14. L'article 585*a* de la Loi des cités et villes, édicté, pour la ville, par l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, est modifié, pour la ville, en remplaçant

Travaux
d'aque-
duc et
d'égouts.

a) le premier alinéa par le suivant:
"Le conseil peut décréter, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la ville, en la manière prévue par l'article 593 de la Loi des cités et villes et par le ministre des affaires municipales sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aque-
duc et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.";

Taxe
spéciale.

b) le troisième alinéa par le suivant:
"Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of The school commissioners for the municipality of Saint-Eustache respecting the collection of the education tax, and the same proceedings, for infringement of this act, as those provided in section 39*h* of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

Rights
trans-
ferred.

Such tax shall be apportioned and shared in a way that The school commissioners for the municipality of Saint-Eustache and the school boards or Protestant boards of trustees of the territories subject to such tax receive respectively a proportion based on the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, residing in the territory common to each of the school corporations hereabove mentioned, such as fixed by the census provided for in section 285 of the Education Act.

Appor-
tionment
and
sharing.

In the absence of any agreement between the parties to establish such proportion, the decision of the Superintendent of Education in this matter shall be final.

Decision
of Super-
intendent.

14. Section 585*a* of the Cities and Towns Act enacted, for the town, by section 12 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, is amended, for the town, by replacing

R.S.,
c. 233,
s. 585*a*,
am. for
town.

a. the first paragraph by the following:
"The council may order, by by-law approved by the electors who are property-owners in the town, in the manner provided in section 593 of the Cities and Towns Act and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the waterworks and sewerage systems required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.";

Works for
water-
works and
sewerage.

b. the third paragraph by the following:
"Such by-law shall order that the cost or part of the cost of such works is charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail

Special
tax.

desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux ou autrement. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services, sera divisée en trente versements égaux et sera prélevée pendant trente années consécutives.”;

c) le cinquième alinéa par le suivant:

Échéance. “Cette taxe, imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue en trente versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.”

Abrogation, etc. **15.** L'article 13 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, est abrogé, et l'article 593 de la Loi des cités et villes s'appliquera à la ville de Saint-Eustache.

1953-54, c. 106, a. 15, am. **16.** L'article 15 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 106, est modifié en remplaçant, pour la ville, les articles 604*b* et 604*c*, par les suivants:

Capital constitué. “**604*b*.** Le capital de ce fonds n'exède pas cinquante mille (\$50,000.00) dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

Emprunt. “**604*c*.** La ville est autorisée à emprunter, pour former le capital de ce fonds, une somme maximum de cinquante mille (\$50,000.00) dollars, remboursable dans une période de quinze ans en suivant les formalités requises par la loi pour tous les règlements décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles impossibles, n'est pas requise.”

Commuation de taxes autorisée. **17.** La ville est autorisée à décréter, par une résolution de son conseil, que les bâtiments, terrains et autres immeubles appartenant à ou occupés par la maison Jarry Hydraulics Co. Ltd., et situés dans les limites de la ville seront exemptés, pour une période de cinq ans, à compter du premier janvier 1959, des taxes municipales foncières générales et des taxes

themselves of the said waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the valuation thereof or otherwise. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner, shall be divided into thirty equal payments and shall be levied during thirty consecutive years.”;

c. the fifth paragraph by the following: “Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in thirty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services.”

15. Section 13 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, is repealed, and section 593 of the Cities and Towns Act shall apply to the town of Saint-Eustache.

16. Section 15 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 106, is amended by replacing, for the town, sections 604*b* and 604*c*, by the following:

“**604*b*.** The capital of such fund shall not exceed fifty thousand (\$50,000.00) dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

“**604*c*.** The town is authorized to borrow, in order to constitute the capital of such fund, a maximum sum of fifty thousand (\$50,000.00) dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immovable property shall not be required.”

17. The town is authorized to order, by resolution of its council, that the buildings, lands and other immoveables owned or occupied by Jarry Hydraulics Co. Ltd., and situated within the limits of the town shall be exempt, for a period of five years from the first of January, 1959, from the general, municipal real estate taxes and from the special real

Maturity.

Repeal, etc.

1953-54, c. 106, s. 15, am.

Capital constituted.

Loan.

Commuation of taxes authorized.

foncières spéciales en vigueur le premier janvier 1958.

Fourniture de l'eau.

La ville, notwithstanding toutes dispositions législatives inconciliables, est autorisée à faire, par simple résolution, toute convention particulière avec la compagnie Jarry Hydraulics Co. Ltd., pour la fourniture de l'eau.

estate taxes in force on the first of January, 1958.

The town may, notwithstanding any inconsistent legislative provision, by mere resolution, enter into any special agreement with Jarry Hydraulics Co. Ltd., for the supply of water.

Water supply.

Annexion.

18. Le territoire, dont la description suit, est annexé au territoire de la ville de Saint-Eustache et également au territoire de La municipalité scolaire de Saint-Eustache:

Une partie sud-ouest du lot numéro 286 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Eustache, division d'enregistrement des Deux-Montagnes, telle que montrée sur le plan préparé par l'arpenteur-géomètre René Beauparlant et déposé au bureau du greffier de la ville.

Sur ledit plan, cette partie sud-ouest commence à un point "L" situé à l'intersection de la ligne d'expropriation pour l'élargissement de la route numéro 8 avec la ligne de division entre les lots numéros 285 et 286 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Eustache, division d'enregistrement des Deux-Montagnes.

De ce point "L" en suivant dans la direction sud-ouest ladite ligne de division entre les lots numéros 285 et 286 sur la distance de cinq cent soixante-deux pieds et deux dixièmes de pied (562.2') jusqu'au point "M" situé à l'intersection de la ligne suivie avec la ligne qui sépare le lot numéro 288 du même cadastre des lots numéros 285 et 286.

Du point "M" en suivant dans la direction nord-ouest la ligne de division entre le lot numéro 286 et les lots numéros 288 et 287 sur la distance de mille cent quarante-neuf pieds (1149') jusqu'au point "Y" situé à l'intersection de la ligne suivie avec la limite nord-ouest du lot numéros 286.

Du point "Y" en suivant dans la direction nord-est la ligne de division entre les lots numéros 286 et 287 sur la distance de cinq cent soixante-quatre pieds (564') jusqu'à un point "Z" situé à l'intersection de la ligne suivie avec la ligne d'expropriation de la route numéro 8.

18. The territory hereinafter described is annexed to the territory of the town of Saint-Eustache and also to the territory of The school municipality of Saint-Eustache:

A southwestern part of lot number 286 of the official cadastre of the parish of Saint-Eustache, registration division of Deux-Montagnes, as shown on the plan prepared by René Beauparlant land-surveyor and filed in the office of the town clerk.

On the said plan, such southwestern part starts at a point "L" situated at the intersection of the expropriation line for the widening of highway number 8 with the dividing line between lots numbers 285 and 286 of the official cadastre of the parish of Saint-Eustache, registration division of Deux-Montagnes.

From such point "L" following southwesterly the said dividing line between lots numbers 285 and 286 a distance of five hundred and sixty-two feet and two-tenths of a foot (562.2') to point "M" situated at the intersection of the line followed with the line separating lot number 288 of the same cadastre from lots numbers 285 and 286.

From point "M" northwesterly along the division line between lot number 286 and lots numbers 288 and 287 a distance of one thousand one hundred and forty-nine feet (1149') to point "Y" situated at the intersection of the line followed with the northwestern limit of lot number 286.

From point "Y" north-easterly along the dividing line between lots numbers 286 and 287 a distance of five hundred and sixty-four feet (564') to a point "Z" situated at the intersection of the line followed with the expropriation line of highway number 8.

Annexion.

Du point "Z" en suivant dans la direction sud-est la ligne d'expropriation de la route numéro 8 sur la distance de mille cent cinquante pieds (1150') jusqu'au point de départ "L".

Cette partie du lot numéro 286 mesure dix-sept arpents et six dixièmes (17.6) de superficie, le tout en mesures anglaises.

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

From point "Z" south-easterly along the expropriation line of highway number 8 a distance of one thousand one hundred and fifty feet (1150') to the starting point "L".

Such part of lot number 286 has an area of seventeen and six-tenths arpents (17.6), the whole English measure.

19. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.